

Le panel de haut niveau sur les flux financiers illicites se réunit à Lusaka

Lusaka, 19 juin 2013 (CEA) -Le Panel de Haut Niveau sur les Flux Financiers Illicites a tenu une réunion de deux jours à Lusaka du 17 au 18 Juin 2013. Le Panel de dix membres présidé par Son Excellence l'ex-président de l'Afrique du Sud Mr. Thabo Mbeki, a été établi par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et l'Union Africaine (UA) et inauguré en février 2012 pour faire face à la question inquiétante des flux financiers illicites sortant de l'Afrique.



Les discussions, qui ont réuni plus de 60 délégués comprenant des acteurs clés en provenance de l'Afrique de l'Est et Australe, font partie d'un processus des consultations continentales destinées à sensibiliser et mettre en place une coalition sur les flux financiers illicites qui affectent négativement le continent. Il est estimé que l'Afrique perd 50 millions de dollars annuellement en termes de flux financiers illicites qui se dirigent vers les pays développés privant le continent des ressources dont il a cruellement besoin.

Le Panel dirigé par l'ex President Mbeki a aussi tenu des réunions séparées avec S.E. Mr. Michael Sata, Président de la Zambie ainsi que le Vice-président Guy Scott. Prenant la parole durant la réunion avec le Président Zambien, Mr. Mbeki a insisté sur la nécessité d'une forte voix de l'Afrique sur la question des flux financiers illicites qui, selon lui, sont un frein majeur au développement du continent.

Il a dit au Président Sata que les flux financiers illégaux constituaient un problème global et complexe qui ne peut être résolu par l'Afrique seule sans l'implication d'autres acteurs dont les pays du G8. "Ce dont nous discutons est de savoir quel rôle nous pouvons jouer nous mêmes Africains point de départ des flux financiers et quel rôle peuvent jouer les pays du G8 en tant que destinations majeures de ces flux illégaux? Nous sommes en discussion avec le G8 et nous suivons de près les résultats de leur Sommet".

En réponse, le Président Michael Sata a apprécié le travail fourni par la CEA dans la mise en place du Panel de Haut Niveau. Il a dit que la pauvreté et la faible appropriation des africains des industries clés telles que les industries minières et pétrolières étaient des moteurs des flux financiers illicites quittant l'Afrique. « Les plus grands problèmes que nous avons en Afrique sont la pauvreté et le chômage qui affectent nos populations, une fois résolue la question de la pauvreté, les autres problèmes vont disparaître d'eux-mêmes».

Le Président Sata a aussi dit qu'il était nécessaire de construire une base entrepreneuriale solide en Afrique pour compétir de façon efficiente dans le secteur des ressources naturelles, « que ce soit à Cape Town ou au Caire, on ne trouve pas beaucoup de compagnies appartenant aux Africains dont on peut faire cas » a-t-il dit.

Le Panel a plus tard rencontré le Vice-président Guy Scott pour expliquer sa mission et quelques effets des flux financiers illicites dont la fuite des devises étrangères, baisse de la levée des taxes, réduction des flux d'investissement et l'accroissement de la sévérité de la pauvreté. Le Vice-président Guy Scott a remercié le Panel pour son travail et établit que l'évasion fiscale était un problème majeur pour la Zambie. Il établit que la Zambie était engagée dans un processus de vote de lois visant à améliorer la transparence dans le suivi des flux d'importations et exportations.

Le Président Mbeki a aussi tenu une conférence de presse qui a connu la participation de plus de 20 organes de presse locaux et internationaux. Il a dit aux journalistes que : « l'Afrique est entrain de saigner » établissant que 50 milliards de dollars constituaient une somme colossale comparée à la formation brute du capital.

Répondant à un journaliste sur les recommandations du Panel aux Gouvernements africains, le Président Mbeki a dit que le Panel n'avait pas encore atteint l'étape où il doit faire des recommandations et qu'ils étaient engagés dans un processus de consultations avec les différents acteurs sur le continent en vue d'appréhender l'ampleur du problème. Il a dit que le rapport complet avec les recommandations sera prêt en mars 2014.

Le président Mbeki a aussi accordé une interview spéciale à la BBC Focus on Africa, Blomberg et la Zambia National Broadcasting Corporation appelant la coopération du G8 et plus de transparence dans le système Financial global.

Les déléguées ont loué la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) pour une initiative de grande envergure et ont promis de soutenir le travail du Panel.

C'est pour la première fois qu'une organisation d'envergure continentale a pris le leadership sur ce sujet. « L'Afrique n'a jamais adopté une position forte pour faire face à ceci, je voudrais remercier la CEA pour ce projet » a dit un déléguée de l'Ile Maurice, qui a aussi appelé à une grande participation des Banques Centrales, des pays destinataires et des institutions financières régionales « pour briser le mystère du

secret ».

Bien que les flux financiers illicites soient un problème global, leur impact sur le continent est massif faisant d'eux une menace sérieuse pour la gouvernance de l'Afrique et son développement économique. Des évidences courantes indiquent que l'Afrique a perdu plus de 854 milliards de dollars à titre de flux financiers illicites entre 1970 et 2008 correspondant à une moyenne annuelle de presque 22 milliards. La tendance a été à la hausse à travers le temps et spécialement durant la dernière décennie, avec une moyenne annuelle de flux financiers illicites de 50 milliards de dollars entre 2000 et 2008. Cependant, ces estimations peuvent être loin de la réalité dans la mesure où ils excluent d'autres formes de flux financiers illicites résultant des fraudes et tricheries sur les prix de services. Le niveau des flux financiers illicites sortant de l'Afrique dépasse l'Aide Publique au Développement qui a atteint le niveau de 46.1 milliards en 2012.

Les flux financiers illicites constituent, entre autres, des transactions commerciales non comptabilisées/documentées ainsi que des activités criminelles caractérisées par des surfacturation des prix, évasions fiscales et fausses déclarations facilitées par à peu près 60 paradis fiscaux internationaux et juridictions secrètes qui facilitent la création et l'opérationnalisation des millions des sociétés déguisées, compagnies pétrolières, sociétés-écrans, comptes anonymes et fausses fondations de charité. D'autres techniques utilisées comprennent le blanchissement d'argent, le transfert de prix et la corruption.

Publié par:

La Section des communications extérieures et des relations avec les médias

Commission économique pour l'Afrique

BP 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél. +251 11 551 5826

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org [1]

www.uneca.org [2]

Source URL: <http://www.uneca.org/fr/media-centre/stories/le-panel-de-haut-niveau-sur-les-flux-financiers-illicites-se-reunit-lusaka>

Links:

[1] <http://www.uneca.org/fr/contact/ecainfo/uneca/org>

[2] <http://www.uneca.org>